

PRÉFET DES VOSGES

SERVICE DES RESSOURCES
ET DES MOYENS

Bureau des Ressources Humaines

ARRETE N° 890 /14 du 09 MAI 2014
portant délégation de signature à Monsieur Fayçal DOUHANE
Sous-Préfet, Directeur de Cabinet

Le préfet des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le code de procédure pénale ;
- Vu le code de la santé publique ;
- Vu le code général des collectivités territoriales;
- Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- Vu la loi n°2004-809 du 13/08/2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Vu la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 relative à l'orientation et programmation pour la performance de la Sécurité Intérieure ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment ses articles 43, 44 et 45, autorisant les Préfets à déléguer, par arrêté, leur signature ;
- Vu le décret du Président de la République du 22 février 2013 portant nomination de Monsieur Gilbert PAYET en qualité de préfet des Vosges ;
- Vu le décret du Président de la République du 14 juin 2013 portant nomination de M. Fayçal DOUHANE , Sous-Préfet, Directeur de Cabinet du préfet des Vosges ;
- Vu la circulaire NOR INT A 04 00072 C du Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Intérieure et des Libertés Locales du 10 juin 2004, relative à la suppléance et à l'intérim des fonctions préfectorales ;

- Vu la circulaire NOR INTA1232219C du Ministre de l'Intérieur du 12 septembre 2012, relative à la délégation de signature des préfets ;
- Vu l'arrêté n° 418/14 du 20 février 2014 portant organisation des services de la Préfecture des Vosges, portant modification de l'appellation de la Direction de la Coordination, de l'Evaluation et du Suivi des Politiques Publiques (DCESPP) en Direction de l'Animation des Politiques Publiques (DA2P) ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête

Article 1er - Délégation permanente est donnée à M. Fayçal DOUHANE, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet des Vosges, pour signer, dans la limite de ses attributions du Cabinet et des services qui lui sont rattachés, tous actes, correspondances et documents relevant du domaine de ces attributions y compris des arrêtés portant suspension du permis de conduire, à l'exclusion des arrêtés portant pouvoir d'immobilisation et de mise en fourrière des véhicules pour certaines infractions (article L 325-1-2 du code de la route) et des réquisitions.

Article 2 - Lorsqu'il assure un service de permanence, notamment les week-ends et jours fériés, M. Fayçal DOUHANE a délégation sur l'ensemble du département à l'effet de signer toute décision nécessitée par une situation d'urgence, y compris dans les matières ne relevant pas des attributions du Ministère de l'Intérieur.

Article 3 - Délégation permanente est en outre donnée, en matière budgétaire, à M. Fayçal DOUHANE, à l'effet de signer dans le cadre du centre de coût « cabinet », tout document concernant l'expression des besoins, la constatation du service fait et l'engagement juridique des dépenses, hors marchés de travaux, imputés sur l'UO Préfecture relevant du programme 307 (administration territoriale) dans la limite des crédits notifiés.

Article 4 - Délégation de signature est donnée à M. Fayçal DOUHANE pour les matières relevant des soins psychiatriques sur décision du représentant de l'Etat et des soins psychiatriques des personnes détenues atteintes de troubles mentaux, en vertu des articles L 3211-1 et suivants, L 3213-1 et suivants, L3214-1 et suivants du code de la santé publique, et de l'article D 398 du code de procédure pénale.

Article 5 – Délégation de signature est donnée à M. Fayçal DOUHANE pour les matières relevant de transport de corps après mise en bière sur décision du représentant de l'Etat, en vertu des articles R2213-22 et R2213-24 du code général des collectivités territoriales.

Article 6 - La délégation conférée par les articles 1, 2 et 3 à M. Fayçal DOUHANE est également accordée, dans la limite de leurs attributions respectives, à :

- ✓ Mme Aurore BERARD-CHOINET, attachée principale d'administration de l'Etat, adjointe au directeur de Cabinet, à l'effet de signer :
 - les courriers adressés aux particuliers et aux administrations,
 - les comptes rendus des réunions de la commission départementale de sécurité routière sur le déroulement des épreuves sportives mentionnant l'avis de la commission,
 - les demandes de renseignements,
 - les questionnaires,
 - les formulaires d'enquêtes,
 - les lettres de transmission,
 - les bordereaux d'envoi.

- ✓ Mme Anne-Marie DUC, attachée d'administration de l'Etat , chef du Bureau de la communication interministérielle, à l'effet de signer :
 - toutes correspondances ne comportant pas de décision à l'exception du courrier ministériel et parlementaire,
 - les frais de représentation dans la limite des crédits notifiés,
 - s'agissant de la documentation et de la communication, tout document concernant la consultation des fournisseurs, la constatation du service fait et les bons de commande de documentation dans la limite des crédits notifiés.

- ✓ M.Hervé PETIT, attaché d'administration de l'Etat, chef du service interministériel de défense et de protection civile, à l'effet de signer les correspondances courantes avec les maires, les chefs de services déconcentrés de l'Etat et les particuliers, à l'exclusion de toute décision susceptible de faire grief.

Article 7 : En cas d'absence ou d'empêchement, la délégation conférée à M. DOUHANE, directeur de cabinet pour la signature des arrêtés portant suspension du permis de conduire, pour une durée inférieure ou égale à trois mois, est également accordée à :

- ✓ Mme Aurore BERARD-CHOINET, attachée principale d'administration de l'Etat, adjointe au directeur de Cabinet.

Article 8 - En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Aurore BERARD-CHOINET, la délégation qui lui est conférée par l'article 6 est également accordée à :

- ✓ Madame Chantal LALEVEE, attachée d'administration de l'Etat, adjointe au chef de bureau du cabinet.

Article 9 – Délégation est également accordée dans la limite des attributions du pôle des polices administratives à :

- ✓ Madame Martine WEIGEL, secrétaire administrative de classe exceptionnelle de l'intérieur et de l'outre-mer.

Article 10 - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne-Marie DUC, la délégation qui lui est conférée par l'article 6 est également accordée à :

- ✓ Madame Nadège VILLIAUME, secrétaire administrative de classe exceptionnelle de l'intérieur et de l'outre-mer, adjointe au chef de bureau, exception faite des crédits de représentation.

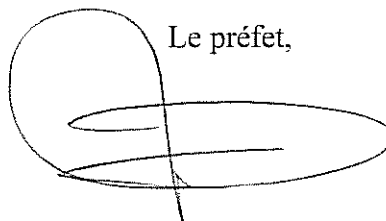
Article 11 - En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé PETIT, la délégation qui lui est conférée par l'article 6 est également accordée à :

- ✓ Monsieur Pascal LORRAIN, secrétaire administratif de classe exceptionnelle de l'intérieur et de l'outre-mer, adjoint au chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Article 12 - L'arrêté n° 560/14 du 21 mars 2014 est abrogé.

Article 13 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de Cabinet, sous-préfet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Epinal, le **9 MAI 2014**

Le préfet,


Gilbert PAYET

Délais et voies de recours – La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication

PRÉFET DES VOSGES

SERVICE DES RESSOURCES
ET DES MOYENS

Bureau des Ressources Humaines

Arrêté n° 887/14 du 12 MAI 2014
portant délégation de signature à Madame Marie-Claude LAMBERT,
sous-préfète de Neufchâteau

Le préfet des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le code de commerce ;
- Vu le code de la santé publique et notamment les articles L 3211-1 et suivants, L 3213-1 et suivants et L 3214-1 et suivants ;
- Vu le code pénal et notamment l'article D 398 ;
- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son livre II, titre Ier, chapitre III, articles R2213-22 et R2213-24 ;
- Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- Vu la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat et notamment son titre III, chapitre 1er, article 26 ;
- Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles conférant au préfet une compétence de droit commun pour prendre les décisions précitées ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n°2009-176 du 16 février 2009 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 22 février 2013 portant nomination de Monsieur Gilbert PAYET en qualité de préfet des Vosges ;
- Vu le décret du 25 juillet 2013 portant nomination de Mme Marie-Claude LAMBERT, sous-préfète, sous-préfète de Neufchâteau ;

- Vu la circulaire NOR INT A 04 00072 C du Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Intérieure et des Libertés Locales du 10 juin 2004, relative à la suppléance et à l'intérim des fonctions préfectorales ;
- Vu la circulaire NOR INTA1232219C du Ministre de l'Intérieur du 12 septembre 2012, relative à la délégation de signature des préfets ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête

Article 1er - Délégation de signature permanente est accordée à Mme Marie-Claude LAMBERT, sous-préfète de l'arrondissement de Neufchâteau, à l'effet de signer, dans le cadre de son arrondissement, toutes décisions dans les matières suivantes :

A - En matière d'administration générale

- attribution de logements aux fonctionnaires,
- réquisitions de logements,
- passation des actes de vente ou d'acquisition de terrains dans lesquels l'État intervient,
- réception et enregistrement des déclarations de candidature pour les élections municipales.

B - En matière de police générale

- l'instruction des procédures liées à l'exécution des jugements d'expulsion immobilière (assignation, commandement de quitter les lieux, ...) et pouvant conduire à la décision d'octroi du concours de la force publique,
- la délivrance et le retrait d'agrément des gardes particuliers,
- l'autorisation pour les agents des services publics de pénétrer dans les propriétés privées,
- la fermeture temporaire des débits de boissons,
- la délivrance de toutes autorisations relatives à la police de la voie publique, des cafés, débits de boissons, bals, spectacles et autres lieux publics excédant la compétence des autorités municipales,
- la réglementation de la publicité par panneaux, affichages et enseignes,
- les arrêtés autorisant les courses pédestres, cyclistes et hippiques,
- la délivrance des récépissés de brocanteurs,

- les battues administratives (art. L 227-6 à L 227-9 du Code Rural),
- la signature des arrêtés portant suspension du permis de conduire (procédure d'urgence, de rétention et suspension) ou interdiction de solliciter un nouveau permis,
- la signature des arrêtés d'inaptitude physique à la conduite des véhicules à moteur en application des dispositions de l'article R 128 du code de la route,
- les autorisations de liquidations aboutissant à l'écoulement accéléré de la totalité ou d'une partie des marchandises d'un établissement commercial,
- les avis donnés à l'issue des réunions des commissions de sécurité et d'accessibilité pour les établissements recevant du public,
- la délivrance des autorisations se rapportant aux opérations funéraires (transport de corps, dépôt temporaire, dérogation aux délais d'inhumation) et excédant la compétence des autorités municipales.

C - En matière d'administration locale

- le contrôle de légalité des actes administratifs des communes et de leurs établissements publics dont le siège est situé dans l'arrondissement, à l'exception de la saisine du Tribunal Administratif,
- le contrôle de légalité des actes des établissements sanitaires et sociaux communaux ou intercommunaux ayant leur siège dans l'arrondissement,
- le contrôle de légalité des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics ayant le siège dans l'arrondissement, conformément aux dispositions de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, à l'exception de la saisine de la Chambre Régionale des Comptes,
- le contrôle de légalité des actes administratifs et budgétaires des syndicats mixtes créés en application de l'article L.5721-1 et suivants du CGCT et dont le siège est situé dans l'arrondissement ;
- le contrôle des caisses des écoles,
- les enquêtes de commodo et incommodo (arrêté prescrivant l'enquête, nomination des commissaires enquêteurs et tous actes de procédure),
- les enquêtes administratives en vue de l'établissement de servitudes de passage des lignes électriques,
- le contrôle des actes budgétaires des collèges,
- le contrôle des actes transmis par les associations foncières de remembrement conformément aux dispositions de l'article 40 du décret n°2006-504 du 3 mai 2006,
- les arrêtés modificatifs des arrêtés institutifs des associations foncières de remembrement (AFR), les arrêtés d'approbation et de modification de leurs statuts ;
- les arrêtés de création, de modification statutaires et de dissolution des Associations Foncières d'Aménagement Foncier Agricole et Forestier (AFAFAF).
- la substitution au maire dans les cas prévus par les articles L 22-15/1 et L 22-15/3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

- la création, l'agrandissement, le transfert et la fermeture des cimetières et des funérariums (chambres funéraires),
- les arrêtés portant ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (Code de l'expropriation),
- les arrêtés déclaratifs d'utilité publique (Code de l'expropriation),
- les arrêtés portant ouverture de l'enquête préalable à la détermination des parcelles à exproprier et les arrêtés de cessibilité (Code de l'expropriation),
- la délivrance des autorisations d'affectation de terrains à certaines installations :
 - pour les projets réalisés pour le compte de l'Etat, de la région, du département, de leurs établissements publics ou de leurs concessionnaires, en application de l'article R 422-2 a) du code de l'urbanisme ;
 - lorsque l'avis du directeur départemental de l'agriculture et de l'équipement n'est pas conforme à celui du maire, en cas de décision à intervenir sur recours formé à l'expiration des délais accordés au maire pour statuer, ou encore lorsque, au titre d'une autre réglementation pour laquelle délégation lui a été ou pourra lui être donnée, il a à connaître de l'installation qui fait l'objet de la demande d'autorisation.
- les autorisations de dérogations scolaires entre communes d'accueil et de résidence,
- les décisions sur les demandes d'autorisation de boisement présentées en application de l'article 8 du décret n° 83-69 du 2 février 1983 et du décret n° 2003-237 du 12 mars 2003,
- la communication des conclusions du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête à l'occasion des enquêtes d'utilité publique entrant dans le cadre de ses attributions,
- l'approbation des délibérations, budgets, marchés et travaux des associations foncières de remembrement (loi n° 92-1283 du 11 décembre 1992 et décret n° 92-1290 du 11 décembre 1992 codifiés dans le nouveau livre I du Code Rural - titre II - chapitre III),
- la communication des conclusions du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête à l'occasion des enquêtes d'utilité publique entrant dans le cadre de ses attributions,
- les contrats éducatifs locaux, uniquement lors de manifestations publiques organisées à l'occasion de cette signature,
- la labellisation des relais services publics, uniquement lors de manifestations publiques organisées à l'occasion de cette signature.
- les conventions entre l'Etat et les communes situées dans l'arrondissement ayant pour objet de définir les modalités de la mise à disposition de la Direction Départementale des Territoires (DDT) dans le domaine des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol délivrés au nom de la commune.

D - En matière de crédits de fonctionnement

- l'engagement juridique des dépenses du centre de responsabilité (y compris les marchés de travaux d'un montant n'excédant pas 15 000 €) et la certification du service fait.

Article 2 – Madame Marie-Claude LAMBERT est habilitée à présider la commission départementale d'aménagement commercial conformément au 1^{er} alinéa de l'article R751-3 du code du commerce.

Article 3 – Délégation de signature est également donnée à Mme Clara DEMANGE, attachée d'administration de l'État, exerçant les fonctions de secrétaire général à la sous-préfecture de Neufchâteau dans les matières visées à l'article 1 du présent arrêté à l'exception des arrêtés et les marchés de travaux.

Article 4 – Délégation de signature est également donnée à Mme Marie BOURGAUT, secrétaire administrative de classe normale, adjointe de Mme la secrétaire générale de la sous-préfecture de Neufchâteau à l'effet de signer :

- la correspondance courante et tous documents intéressant les affaires qui relèvent des attributions de la sous-préfecture,
- les lettres de transmission, bordereaux d'envoi, demandes de renseignements,
- les copies d'arrêtés,
- l'enregistrement des déclarations des associations,
- les avis conformes pour les différents dossiers de médailles,
- les fiches de dépenses,
- les transports de corps, les livrets de forains, de nomades, de marchands ambulants et de colporteurs,
- les bons de commande et les certifications des factures en l'absence du sous-préfet,
- les avis donnés à l'issue des réunions de commissions de sécurité et d'accessibilité pour les établissements recevant du public.

Article 5 - Lorsqu'elle assure un service de permanence, notamment les week-ends et jours fériés, Mme Marie-Claude LAMBERT a délégation sur l'ensemble du département à l'effet de signer toute décision nécessitée par une situation d'urgence, y compris dans les matières ne relevant pas des attributions du Ministère de l'Intérieur.

Délégation lui est donnée, notamment pour les matières relevant des soins psychiatriques sur décision du représentant de l'État et des soins psychiatriques des personnes détenues atteintes de troubles mentaux, en vertu des articles L3211-1 et suivants, L3213-1 et suivants, L3214-1 et suivants du code de la santé publique, et de l'article D398 du code de procédure pénale.

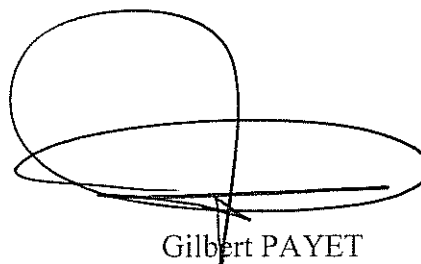
Article 6 - Par dérogation à l'article 1 du présent arrêté, la délégation de signature conférée à Mme Marie-Claude LAMBERT, sous-préfète de l'arrondissement de Neufchâteau, est étendue à l'arrondissement de Saint-Dié-des-Vosges en l'absence du sous-préfet de cet arrondissement.

Article 7 – En cas d'absence ou empêchement du secrétaire général délégation est également accordée aux fins de délivrer les autorisations de transport de corps à l'étranger pour l'ensemble du département.

Article 8 - L'arrêté n°422/14 du 3 février 2014 est abrogé.

Article 9 - Le secrétaire général de la préfecture et Madame la sous-préfète de l'arrondissement de Neufchâteau sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Epinal, le 12 MAI 2014



Gilbert PAYET

Délais et voies de recours – La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

PRÉFET DES VOSGES

**SERVICE DES RESSOURCES
ET DES MOYENS**

Bureau des Ressources Humaines

ARRETE n° 891/14 du 12 MAI 2014
portant délégation de signature à M. Yves CAMIER
Sous-Préfet de Saint-Dié-des-Vosges

Le préfet des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le code de commerce ;
- Vu le code de la santé publique et notamment les articles L 3211-1 et suivants, L 3213-1 et suivants et L 3214-1 et suivants ;
- Vu le code pénal et notamment l'article D 398 ;
- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son livre II, titre Ier, chapitre III, articles R2213-22 et R2213-24 ;
- Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- Vu la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat et notamment son titre III, chapitre Ier, article 26 ;
- Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles conférant au préfet une compétence de droit commun pour prendre les décisions précitées ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 22 février 2013 portant nomination de Monsieur Gilbert PAYET en qualité de préfet des Vosges ;
- Vu le décret du Président de la République du 8 octobre 2013 portant nomination de Monsieur Yves CAMIER administrateur territorial hors classe détaché en qualité de sous-préfet hors classe, sous-préfet de Saint-Dié-des-Vosges ;

- Vu la circulaire n° 110110 du Ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration du 24 juin 2011, relative à la suppléance et à l'intérim des fonctions préfectorales ;
- Vu la circulaire NOR INTA1232219C du Ministre de l'Intérieur du 12 septembre 2012, relative à la délégation de signature des préfets ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête :

Article 1er - Délégation de signature permanente est accordée à compter du 18 novembre 2013 à M. Yves CAMIER, Sous-Préfet de l'arrondissement de Saint-Dié-des-Vosges, à l'effet de signer, dans le cadre de son arrondissement, toutes décisions dans les matières suivantes :

A - En matière d'administration générale

- attribution de logements aux fonctionnaires,
- réquisitions de logements,
- passation des actes de vente ou d'acquisition de terrains dans lesquels l'État intervient,
- réception et enregistrement des déclarations de candidature pour les élections municipales.

B - En matière de police générale

- l'instruction des procédures liées à l'exécution des jugements d'expulsion immobilière (assignation, commandement de quitter les lieux...) et à la décision d'octroi du concours de la force publique et assurer la présidence de la commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives,
- la délivrance et le retrait d'agrément des gardes particuliers et des agents assermentés,
- l'autorisation pour les agents des services publics de pénétrer dans les propriétés privées,
- la fermeture temporaire des débits de boissons,
- la délivrance de toutes autorisations relatives à la police de la voie publique, spectacles et autres lieux publics excédant la compétence des autorités municipales,
- les arrêtés autorisant les courses pédestres, cyclistes, hippiques,
- la délivrance des récépissés de brocanteurs,
- la signature des arrêtés portant suspension du permis de conduire (procédure d'urgence, de rétention et suspension) ou interdiction de solliciter un nouveau permis,
- la signature des arrêtés d'inaptitude physique et d'aptitude temporaire à la conduite des véhicules à moteur en application des dispositions de l'article R 128 du code de la route,
- les récépissés de déclaration de liquidations aboutissant à l'écoulement accéléré de la totalité ou d'une partie des marchandises d'un établissement commercial,
- les avis donnés à l'issue des réunions des commissions de sécurité et d'accessibilité pour les établissements recevant du public,

- la délivrance des autorisations se rapportant aux opérations funéraires (transport de corps, dépôt temporaire, dérogation aux délais d'inhumation) et excédant la compétence des autorités municipales.

C - En matière d'administration locale

- le contrôle de légalité des actes administratifs des communes et de leurs établissements publics dont le siège est situé dans l'arrondissement, à l'exception de la saisine du Tribunal Administratif,
- le contrôle de légalité des actes des établissements sanitaires et sociaux communaux ou intercommunaux ayant leur siège dans l'arrondissement,
- le contrôle de légalité des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics ayant le siège dans l'arrondissement, conformément aux dispositions de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, à l'exception de la saisine de la Chambre Régionale des Comptes,
- le contrôle de légalité des actes administratifs et budgétaires des syndicats mixtes créés en application de l'article L.5721-1 et suivants du CGCT et dont le siège est situé dans l'arrondissement,
- le contrôle des caisses des écoles,
- les enquêtes de commodo et incommodo (arrêté prescrivant l'enquête, nomination des commissaires enquêteurs et tous actes de procédure),
- les enquêtes administratives en vue de l'établissement de servitudes de passage des lignes électriques,
- le contrôle des actes budgétaires des collèges,
- le contrôle des actes transmis par les associations foncières de remembrement conformément aux dispositions de l'article 40 du décret n°2006-504 du 3 mai 2006.
- la substitution au maire dans les cas prévus par les articles L 2215-1 à L 2215-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- la création, l'agrandissement, le transfert et la fermeture des cimetières, des funérariums (chambres funéraires) et des crématoriums ;
- les arrêtés portant ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (Code de l'expropriation),
- les arrêtés déclaratifs d'utilité publique (Code de l'expropriation),
- les arrêtés portant ouverture de l'enquête préalable à la détermination des parcelles à exproprier et les arrêtés de cessibilité (Code de l'expropriation),
- la délivrance des autorisations d'affectation de terrains à certaines installations :
 - pour les projets réalisés pour le compte de l'État, de la Région, du Département, de leurs établissements publics ou de leurs concessionnaires, en application de l'article R 422-2 a) du code de l'urbanisme,
 - lorsque l'avis du directeur départemental des territoires n'est pas conforme à celui du maire, en cas de décision à intervenir sur recours formé à l'expiration des délais accordés au maire pour statuer, ou encore lorsque, au titre d'une autre réglementation pour laquelle délégation lui a été ou pourra lui être donnée, il a à connaître de l'installation qui fait l'objet de la demande d'autorisation.
- les autorisations de dérogations scolaires entre communes d'accueil et de résidence,
- les décisions sur les demandes d'autorisation de boisement présentées en application de l'article 8 du décret n° 83-69 du 2 février 1983 et du décret n° 2003-237 du 12 mars 2003,

- la communication des conclusions du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête à l'occasion des enquêtes d'utilité publique entrant dans le cadre de ses attributions,
- les contrats éducatifs locaux, uniquement lors de manifestations publiques organisées à l'occasion de cette signature.
- la labellisation des relais services publics, uniquement lors de manifestations publiques organisées à l'occasion de cette signature.
- les conventions entre l'Etat et les communes situées dans l'arrondissement ayant pour objet de définir les modalités de la mise à disposition de la Direction Départementale des Territoires (DDT) dans le domaine des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol délivrés au nom de la commune.
- les arrêtés d'approbation statutaire des associations foncières pastorales et arrêtés modificatifs de leurs statuts.

D - En matière de crédits de fonctionnement :

- l'engagement juridique des dépenses du centre de responsabilité (y compris les marchés de travaux d'un montant n'excédant pas 15 000 €) et la certification du service fait.

Article 2 – M. Yves CAMIER est habilité à présider la commission départementale d'aménagement commercial conformément au 1^{er} alinéa de l'article R751-3 du code du commerce.

Article 3 - Délégation de signature permanente est accordée à Mme Joëlle COLNAT, attachée d'administration de l'Etat, exerçant les fonctions de secrétaire générale à la sous-préfecture de Saint-Dié-des-Vosges dans les matières visées à l'article 1er du présent arrêté, à l'exception des arrêtés et des marchés de travaux.

Article 4 - Délégation de signature est également donnée à M. Thierry CUNIN, secrétaire administratif de classe supérieure, adjoint à Mme la secrétaire générale de la sous-préfecture et à M Richard MOUGIN, secrétaire administratif de classe exceptionnelle en fonction à la sous-préfecture de Saint-Dié-des-Vosges, à l'effet de signer :

- la correspondance courante et tous documents intéressant les affaires qui relèvent des attributions de la sous-préfecture,
- les lettres de transmission, bordereaux d'envoi, demandes de renseignements, copies conformes relevant de ses attributions,
- l'enregistrement des déclarations des associations,
- les avis conformes pour les différents dossiers de médailles,
- les fiches de dépenses,
- les transports de corps, les livrets de forains, de nomades, de marchands ambulants et de colporteurs,
- les bons de commande et les certifications des factures en l'absence du sous-préfet,
- les avis donnés à l'issue des réunions de commissions de sécurité et d'accessibilité pour les établissements recevant du public.

Article 5 - Délégation de signature est également donnée à Madame Nathalie MUNIER, adjoint administratif principal de 1ère classe et Mme Sylvie GHIDINELLI, adjoint administratif principal de 1ère classe en fonction à la sous-préfecture de Saint-Dié-des-Vosges, à l'effet de signer :

- les bordereaux d'envoi, les lettres de transmission et les attestations à conduire.

Article 6 - Lorsqu'il assure un service de permanence, notamment les week-ends et jours fériés, M. Yves CAMIER a délégation sur l'ensemble du département à l'effet de signer toute décision nécessitée par une situation d'urgence, y compris dans les matières ne relevant pas des attributions du Ministère de l'Intérieur.

Délégation lui est donnée, notamment pour les matières relevant des soins psychiatriques sur décision du représentant de l'État et des soins psychiatriques des personnes détenues atteintes de troubles mentaux, en vertu des articles L3211-1 et suivants, L3213-1 et suivants, L3214-1 et suivants du code de la santé publique, et de l'article D398 du code de procédure pénale.

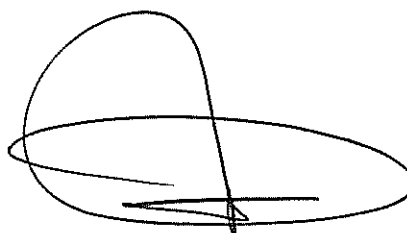
Article 7 - Par dérogation à l'article 1 du présent arrêté, la délégation de signature conférée à M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Saint-Dié-des-Vosges, est étendue à l'arrondissement de Neufchâteau en l'absence du Sous-Préfet de cet arrondissement.

Article 8 - En cas d'absence ou empêchement du secrétaire général délégation est également accordée aux fins de délivrer les autorisations de transport de corps à l'étranger pour l'ensemble du département.

Article 9 – l'arrêté n°421/14 du 3 février 2014 est abrogé.

Article 10 - Le secrétaire général de la préfecture et le sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Dié-des-Vosges sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Épinal, le 12 MAI 2014

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a horizontal stroke at the bottom.

Gilbert PAYET

Délais et voies de recours – La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.



PRÉFET DES VOSGES

**SERVICE DES RESSOURCES
ET DES MOYENS**

Bureau des Ressources Humaines

Arrêté n° 986/14 du 12 MAI 2014
Habilitant Madame Marie-Claude LAMBERT,
sous-préfète de Neufchâteau à exercer la suppléance de M Secrétaire Général de la
Préfecture des Vosges,

**Le Préfet des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2009-176 du 16 février 2009 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 22 février 2013 portant nomination de Monsieur Gilbert PAYET en qualité de préfet des Vosges ;
- Vu le décret du 25 juillet 2013 portant nomination de Mme Marie-Claude LAMBERT, sous-préfète, sous-préfète de Neufchâteau ;
- Vu la circulaire NOR INT A 04 00072 C du Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Intérieure et des Libertés Locales, du 10 juin 2004 relative à la suppléance et à l'intérim des fonctions préfectorales ;
- Vu la circulaire 110110 du Ministre de l'Intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration du 24 juin 2011, relative à la suppléance et à l'intérim des fonctions préfectorales ;
- Vu la circulaire NOR INT A 12 32219 C du Ministre de l'Intérieur du 12 septembre 2012, relative à la délégation de signatures des préfets ;

Considérant l'absence de Monsieur le secrétaire général pendant la période allant du 1^{er} au 24 juin inclus ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête :

Adresse postale : Préfecture des Vosges - Place Foch - 88026 EPINAL CEDEX
Téléphone : 03 29 69 88 88 - Télécopie : 03 29 82 42 15

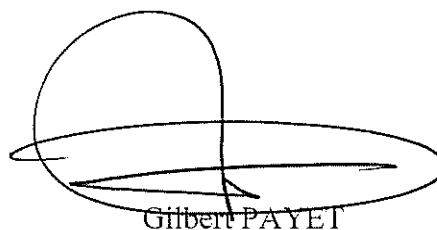
Article 1^o : En application des dispositions de l'article 45-I du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 susvisé, Madame Marie-Claude LAMBERT, sous-préfète, sous-préfète de l'arrondissement de Neufchâteau, est chargée d'assurer la suppléance du Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges pendant la période allant du 1^{er} au 24 juin inclus.

Article 2 : Durant l'exercice de la suppléance dans les conditions définies à l'article 1 du présent arrêté, Mme Marie-Claude LAMBERT est habilitée à signer l'ensemble des arrêtés, décisions, circulaires, rapports, correspondances et document relevant des attributions de l'Etat dans le département des Vosges, à l'exception :

- 1) des actes pour lesquels une délégation a été conférée à un chef de service de l'Etat dans le département ;
- 2) des réquisitions de la force armée ;
- 3) des arrêtés de conflit .

Article 3 : M le secrétaire général de la préfecture des Vosges et Mme la sous-préfète de Neufchâteau sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Epinal, le 12 MAI 2014



Gilbert PAYET

Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.